

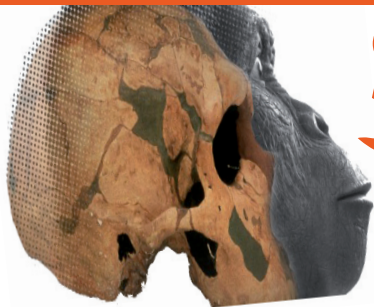


Les membres des démembrements de la CENI de la Province du Poni reçoivent une formation.
Equipe de formateurs de la CENI



Selon le Directeur pays de Save The Children, l'organisation défend la cause des enfants marginalisés et oubliés.

*L'information des campus et des centres de recherche pour le monde,
L'information du monde pour les campus et les centres de recherche*



Version numérique

Sciences-Campus Info

Science - Politique - Education - Société - Economie

Quotidien N° 018 du dimanche 08 mai 2016 / Tél: +226 76 60 97 21/+226 25 37 36 39 BURKINA FASO

Annonce

Trouvez vos offres d'emploi du jour à la page 3.

Autorisation officielle n°1238/2016/CAO/TGI.OUA/P.F.



4ème Conférence Africaine de Management (C.A.M)
Thème : « Servir l'Afrique par le Management ».

Sous le haut patronage du Professeur Filiga Michel SAWADOGO, Ministre de l'Enseignement Supérieur de la Recherche Scientifique et de l'Innovation, ce Jeudi 05 Mai 2016 dans la salle de conférence de l'Institut Supérieur de la Science de la Population (ISSP) à l'Université Ouaga II s'est ouvert la quatrième (4ème) Conférence Africaine de Management.

Réunis sous le thème : « *Servir l'Afrique par le Management* », du Jeudi 05 Mai au Samedi 07 Mai 2016 des enseignants chercheurs et des praticiens du Management se succéderont pour communiquer sur différents sous thèmes sur le Management.

L'honneur est revenu au Professeur Zougrana Secrétaire Général du Ministère de l'Enseignement Supérieur de la Recherche Scientifique et de l'Innovation d'ouvrir cette 4ème Conférence Africaine de Management. Il a encouragé cette initiative qui participe au développement de la recherche.

Pour le Professeur KONAN de l'Université Alassane Ouattara de Bouaké vice-président du comité d'organisation, « ... nous avons consommé jusque-là ce qui a été ailleurs. Nous devons maintenant produire et diffuser de la connaissance. Nous voulons encourager les jeunes à l'entreprenariat et adapter le marketing au contexte Africain ».

Les premières communications de cette journée ont été données par Monsieur Abdel ZAMPALIGRE, Directeur

Général Adjoint de la Banque Of Africa (B.O.A) et par Mme YUGO/SERRE Malika.

La BOA a créé un produit qu'elle a nommée « Pack Mon Business » pour encadrer le secteur informel. Ce produit est un service bancaire complet avec quatre (04) produits. Ce pack offre un ensemble de produits et de services qui facilitent la gestion de votre affaire

Mme YUGO/SERE Malika quant à elle a partagé son expérience d'entrepreneur. Après ses études d'économie Mme YUGO s'est lancée dans la restauration. Elle emploie aujourd'hui environ 160 personnes et enregistre un chiffre d'affaire d'environ deux milliards.

Relwendé Hervé Rouamba

Flash News

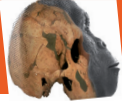
- 2IE organise la 11ème Edition des Journées Entreprises du 16 au 17 juin 2016.
- Université Aube Nouvelle à Bobo: dîner gala le 28 Mai a la salle Rosario Chiquette. Thème «insertion professionnelle des étudiants».



Droits des enfants : Save The Children se dresse contre les inégalités de chance

Dans le but de lutter pour les droits de tous les enfants, notamment les plus démunis et marginalisés, l'ONG Save the Children a initié une campagne dénommée, « Aucun enfant oublié ». Ladite campagne lancée le mardi 3 mai 2016 à Ouagadougou, a été parrainée par le Moo-gho Naaba Baongo en compagnie de l'un de ses ambassadeurs, l'artiste musicien Smarty.

Suite page 2



Au Burkina Faso, les disparités socio-économiques font que des groupes entiers de la population demeurent systématiquement oubliés. Dans cette catégorie, figurent en général les enfants de moins de 5 ans et les femmes enceintes et allaitantes. Selon le rapport de Save The Children, en 2014, 1.3 millions de personnes se trouvaient en situation d'insécurité alimentaire et en 2013, le taux de mortalité maternelle représentait l'un des plus élevés au monde (400 pour 100000 naissances).

C'est pourquoi la campagne « Aucun enfant oublié » lancée ce 3 mai à Ouagadougou, vise à aider le gouvernement et ses partenaires à réduire ces inégalités au Burkina Faso afin d'avancer vers l'atteinte des objectifs du développement durable. Il faut noter que cette ONG a œuvré auprès des autorités pour l'adoption de la loi portant sur la gratuité des soins des enfants de moins de 5 ans et des femmes enceintes, mise en œuvre depuis peu au Burkina Faso.

Cette 2ème campagne s'étalera sur 3 années au cours desquelles Save The Children, avec l'appui de ses partenaires, défendra la cause des enfants marginalisés. Selon le Directeur pays pour Save The Children Burkina, Salif Konaté, cette campagne est la suite d'un travail entamé depuis plusieurs années. « Cette année précisément, Save the Children dans sa stratégie, va travailler dans le domaine de la santé sans oublier les autres domaines que sont l'éducation et la protection qui seront étalés sur les prochaines années », a-t-il indiqué. En effet, l'organisation va beaucoup s'investir durant cette année 2016 dans le domaine de santé en conservant les acquis que sont la gratuité des soins pour

les enfants de moins de 5 ans et les femmes enceintes. En 2017, elle se penchera sur la protection des enfants en luttant contre toute forme de marginalisation des enfants. Et lors de la dernière année, en 2018, elle va se pencher sur la question de l'éducation.

A travers cette action, l'organisation appelle les gouvernants à assurer 3 garanties à tous les enfants. Il s'agit notamment d'un financement équitable, d'une égalité de traitement et de responsabilité. Elle recommande entre autres l'assurance d'une augmentation des recettes publiques en santé et en nutrition en veillant à ce que celles-ci profitent en premier lieu aux groupes les plus vulnérables et marginalisés. L'accroissement des financements spécifiques aux actions en direction des enfants les plus marginalisés, l'assurance d'une augmentation du nombre de formations sanitaires ciblant en priorité les zones desservies, la ratification des conventions relatives aux plaintes et aux travailleurs domestiques ainsi que la formalisation des écoles coraniques, figurent parmi ces recommandations.

Pour le Directeur pays pour Save The Children Burkina, si aucune action n'est menée dans ce sens, les enfants les plus marginalisés au monde n'auront pas accès aux soins de santé, à la nourriture et à l'éducation dont ils ont tant besoins.

Plus de 70 pays à travers le monde ont lancé la campagne le 26 avril dernier.

Bernadette Dembélé



membres des démembrements de la CENI

Elections municipales à Gaoua : Les membres des démembrements de la CENI de la Province du Poni reçoivent une formation

Les salles de classes de l'école Centre 'A' de Gaoua ont abrité la formation des membres des démembrements de la CENI de la Province du Poni dans la journée du jeudi 05 mai 2016. Ils sont environs soixante-dix (70) personnes venues des dix communes que compte la province à bénéficié de ces renforcements de capacités.

Renforcer les capacités opérationnelles des démembrements de la CENI afin de réussir l'organisation des élections municipales prévues se tenir le 22 mai prochain telle est l'objectif qui a guidé les autorités de la CENI à organiser une telle formation. En 2015 la CENI a réussi les élections législative et présidentielle et au vue de la sensibilité des élections municipales, il était de bon ton

d'outiller ces démembrements pour encore réussir ce pari nous a dit Marcelin KAMBOU, Président de la CEPI du Poni. Il a demandé à ces formateurs de bien suivre les enseignements qu'ils recevront pour d'une part bien former les autres que sont les membres de bureau de vote mais surtout relever le défi qui les attend.

Pour Drissa KOMO formateur et Commissaire de la CENI en charge du Sud-Ouest, cette formation revêt de l'introduction d'une nouveauté qui est celle d'exercices pratiques. Ces démembrements de la CENI seront mis en phase de situation réelle et cela apportera de la qualité sans doute à l'organisation de ces élections a ajouté Drissa KOMO.

Il a enfin lancer un appel au public en lui demandant de faire confiance à la CENI .

Aux partis politiques en compétition ,il leur a demandé beaucoup de retenues, de patience, d'indulgence et de compréhension mutuelles car les élections ce n'est pas la bagarre.

Kissogo Karim Ouattara/ Gaoua



Un séchoir mixte (solaire et gaz)
polyvalent

Centre-Est : Kourittenga Première session ordinaire 2016 du PASPRU

Le PASPRU 2014-2016 est budgétisé à 331 962 224 francs Cfa

Le Mercredi 04 Mai 2016 à partir de 9 heures 30 minutes, s'est tenue dans la salle de conférence de l'hôtel Tiéba de Tenkodogo, province du Boulgou, la première session ordinaire de l'année 2016 du Comité de Pilotage (CP) du Programme d'appui et de promotion du secteur privé en milieu rural (PASPRU). Il faut noter que la veille de la session dans l'après midi, le comité de pilotage a effectué une visite guidée d'une unité artisanale de transformation de la viande en kilchi à Koupéla dans la province du Kourittenga.

Les travaux de la session ont été présidés par Monsieur Rodrigue OUEDRAOGO, Chargé d'études et représentant le Secrétaire Général du Ministère de l'agriculture, des ressources hydrauliques, de l'assainissement et de la Sécurité alimentaire (MARHASA), président statutaire dudit comité. « **Le Programme d'appui et de promotion du secteur privé en milieu rural (PASPRU) a atteint sa vitesse de croisière dans l'exécution des activités en 2015 avec un pic de plus de 20% dans le décaissement des ressources financières.** » a-t-on appris du Coordonateur national PASPRU, Adama Kaboré.

La mise en œuvre des activités du Programme de Travail et de Budget Annuel (PTBA) 2015 s'est déroulée dans un contexte principalement marqué par la mise en place d'un régime de transition avec l'adoption d'un budget d'austérité, la tenue d'élections couplées présidentielle/législative, une pluviométrie satisfaisante augurant d'une bonne

production agricole qui permettra aux Micro entreprises Rurales (MER) de disposer de la matière première en qualité et en quantité suffisante, le changement au niveau des équipes managériales du portefeuille Burkina (CPO et CPM), le renforcement de l'effectif du personnel par des compétences additionnelles (Aide Comptable et Assistant en Suivi Evaluation), la nomination d'un Coordonateur National suite aux recommandations de la revue à mi-parcours de juin 2014 et l'opérationnalisation des guichets incitation. Les taux d'exécution physique et financière au 31 décembre 2015 sont respectivement de 78,19% (77,64% en considération d'une pondération suivant le poids financier de chaque composante) et 90,30%. C'est bien la résultante en filigrane du comité de pilotage du PASPRU.

Ce pendant les membres du comité de pilotage ont effectué une visite commentée d'une unité artisanale de transformation de la viande en kilchi à Koupéla dans la province du Kourittenga. Il s'agit de l'unité de Dicko Youssoufa Boureima. Les appui du PASPRU ont fait de monsieur Dicko une personne ressource en matière de transformation de viande en Kilichi. C'est une entreprise qui dispose d'un certificat de salubrité des services d'hygiène de la commune de Koupéla et l'analyse d'échantillons de ses produits par le laboratoire de l'IRSAT a donné des résultats satisfaisants. L'unité artisanale de transformation de la viande en kilchi de monsieur Dicko Youssoufa Boureima emploie 12 permanents et 25 temporaires.

L'unité artisanale de transformation de la viande en kilchi comprend un bâtiment compartimenté en quatre cellules qui sont: un vestiaire, une salle de préparation, une salle de marinage et une salle de conditionnement puis de stockage de produits fins. Les équipements sont composés d'un séchoir mixte (solaire et gaz) polyvalent et d'un lot de petits matériels. Tout l'équipement avec le bâtiment sans la clôture, qui est l'apport du bénéficiaire, a coûté au PASPRU douze million sept cent cinquante cinq mille (12 755 000) FCFA.

Amédée Silga

Avis de recrutement



Poste: 01 ASSISTANT JURIDIQUE

Type d'emploi: CDD

Pays: Côte d'Ivoire

Adresse: ci@educarriere.net

Date limite de dépôt des dossiers: 16/05/2016

Description :

Profil pour ce poste

Avoir une expérience d'au moins deux (02) ans dans son domaine ;

Avoir 35 ans au plus au 31 décembre 2016 ;

Avoir le sens des responsabilités

Etre intègre

Savoir travailler sous pression ;

Avoir des compétences relationnelles – Etre immédiatement

disponible ;

Dossiers de candidature

Lettre de motivation

Curriculum Vitae portant une photo

Copie des diplômes et des attestations de travail

Les dossiers de candidatures sont recevables sur le site internet : www.lecercledescompetences.com ou au siège du cabinet, situé à la Riviera Bonoumin près de l'université Valoris, à 50 m du nouveau centre commercial d'Orca « Abidjan Mall ».



Téléchargez le quotidien numérique Sciences-Campus Info du lundi au dimanche.
7 numéros dans la semaine.



Avis de recrutement



Poste: Responsable approvisionnement pays

Type d'emploi: CDD

Pays: Mali

Adresse: ANPE-MALI

Date limite de dépôt des dossiers: 16/05/2016

Description :

Par délégation du coordinateur Logistique, le responsable approvisionnement pays veille à la qualité et la bonne organisation de tout le circuit d'approvisionnement. Il est le référent du département Logistique pour l'Approvisionnement National et International; et est l'interlocuteur des projets pour les questions d'approvisionnement.

Il collabore avec le Responsable Approvisionnement Médical, le Coordinateur Médical ainsi que le département financier. Il supervise la logistique d'approvisionnement des différents Projets.

Il est en l'interlocuteur privilégié du Service Approvisionnement basé à Dakar.

Responsabilités

Le Responsable Approvisionnement Pays a pour objectif principal la gestion des approvisionnements du Projet Commun que ce soit international ou national.

Ses objectifs spécifiques ont trait à l'approvisionnement et commandes, la gestion des stocks, la gestion des expéditions/réceptions, la gestion des ressources humaines, l'analyse de données / reporting, ainsi l'appui technique aux équipes terrains.

Quelques responsabilités du responsable approvisionnement pays:

En collaboration avec le coordinateur logistique, s'assure de l'existence et du bon fonctionnement d'un circuit d'approvisionnement et du matériel (procédures etc.);

Rédige, avec l'ensemble des coordinateurs, le Plan d'approvisionnement du pays; et élabore les stratégies de sa mise en œuvre, en garantissant le suivi et l'analyse;

Communique régulièrement avec les départements logistique, médical et finances sur l'approvisionnement;

Lors d'achat National, est le garant du respect des procédures du Projet Commun AMCP/ALIMA;

Met à disposition les documents techniques des produits (catalogues, fiches descriptives);

Documente et consolide la connaissance Approvisionnement dans son environnement (type de biens disponibles, ressources maintenance, procédures douanières, transitaires, taxes et exonération, voie d'approvisionnement, Import/Export, autres acteurs...);

Maitrise les procédures bailleurs en fonction du type d'approvisionnement et en garantissant la bonne application;

Réceptionne et suit les commandes des projets.

Assure le traitement des commandes des projets dans le respect des procédures du Projet Commun AMCP/ALIMA;

S'assure du respect des procédures du Projet Commun AMCP/ALIMA en ce qui concerne les achats Nationaux;

S'assure de l'existence et de l'utilisation d'une liste des demandeurs (responsable d'activités) par projets et en coordination;

S'assure de l'existence de comités d'achats dans chaque Projets et en Coordination;

S'assure de la récolte des données concernant les fournisseurs (contacts, prix, fiabilité...);

S'assure du bon traitement de ces données (mise à jour des listes fournisseurs et liste de prix...);

S'assure d'études de marché régulières;

Est en contact avec les fournisseurs et rédige les contrats fournisseurs avec le Coordinateur Logistique et Financier;

Elabore les dossiers d'approvisionnement pour les besoins de la Coordination ou des projets réalisés en capitale ou en régionale;

Garantit la planification des commandes internationales avec les Coordinateurs Projets et Techniques (Log et Med);

Collecte les informations concernant les réglementations nationales d'importation; et veille à l'obtention des autorisations d'importation

auprès des autorités nationales.

Gestion des procédures de dédouanement des commandes internationales. Rédige la procédure de dédouanement et veille à sa mise à jour. Et documente, suit et compile les dossiers d'exonération;

Est garant de la mise en place et de la bonne utilisation (selon les standards du Projet Commun AMCP/ALIMA) des outils de gestion et de suivi des stocks (TuSuisTesStocks, tugeres, ISYSTOCK, feuille de commandes, fiche de stock, inventaires etc ...).

S'assure de la bonne organisation des stocks médicaux et logistiques dans le respect des procédures : Suivi des procédures de contrôle, d'hygiène et de sécurité (qualité des infrastructures, accès, énergie nécessaire à garantir l'intégrité des produits ...) dans les stocks;

Est en charge du système de surveillance, du suivi et la visibilité des prêts et des dons (entre les projets et avec les autres partenaires);

Documente une procédure sur les conditions de la gestion des périmés (alimentaire, ...) selon la politique du Projet Commun AMCP/ALIMA et les règles légales du pays d'intervention;

Indication spécifique autour de la chaîne de froid;

Mise en place et définition de seuil de Sécurité : seuils de réapprovisionnement et de contingence;

Mise en place d'implémentation de la gestion de stock médical à la logistique;

Organise et s'assure du bon déroulement des expéditions jusqu'aux projets : respect des délais, des bonnes conditions de transport du matériel transporté et de la présence des documents adéquates pour le transport : CargoManifest, PackingList, Contrat transport, AR...

Compétences requises

Détenir un diplôme d'études supérieures en Gestion de la Supply Chain ou toute autre formation analogue ;

Posséder au minimum 2 ans d'expérience pertinente dans un poste similaire;

Maitriser les procédures de dédouanement des commandes internationales, l'élaboration des dossiers d'approvisionnement et les procédures de passation de marchés;

Posséder une expérience en approvisionnement au sein des ONG internationales est un atout majeur;

Posséder de bonnes connaissances en informatique (Word, Excel, PowerPoint);

Être disponible immédiatement, et libre de tout engagement.

Attitudes et qualités personnelles

Bonne capacité d'organisation et de planification ;

Dynamisme et esprit de collaboration;

Très bonnes aptitudes à la communication et à la négociation;

Sens de l'organisation, d'anticipation, flexibilité, polyvalence, méticulosité;

Capacité à travailler avec des personnes multidisciplinaires et multiculturelles;

Rapidité de décision et d'action, ouverture d'esprit, curiosité, ouverture à la nouveauté;

Créativité, dynamisme.

Les candidats intéressés doivent faire parvenir leur Curriculum Vitae ainsi qu'une Lettre de Motivation au département des ressources humaines de l'AMCP/ALIMA par courriel ou en personne avant le 16 mai 2016 à 17 h. Les candidatures peuvent aussi être déposées au niveau de l'administration des autres sites d'AMCP/ALIMA. Aucune candidature ne sera acceptée après cette période.

Seuls les candidats présélectionnés seront contactés. Par ailleurs, l'AMCP/ALIMA se réserve le droit de ne pas donner suite à la présente offre d'emploi.

Courriel : recrutementamcpalima@gmail.com (Merci de préciser en objet l'intitulé du Poste).

En personne : Bureau AMCP/ALIMA, Quartier Hippodrome, Rue 291 Porte 405, en face de l'école Nelson MANDELA, Bamako – Mali.

Téléphone : + 223 20 24 19 48.



Les offres d'emploi sur
www.jobs-campus.com



Avis de recrutement

Poste: 01 Chargé(e) de Plaidoyer 01 Chargé(e) de Suivi-Evaluation et Apprentissage 01 Analyste Financier 01 Assistant Administratif

Type d'emploi: CDD

Pays: Mali

Adresse: ANPE-MALI

Date limite de dépôt des dossiers: 13/05/2016

Description :

Chargé(e) de Plaidoyer:

Principales Responsabilités :

Le/la Chargé (e) de plaidoyer et en collaboration avec les membres du bureau et de l'équipe du Projet contribuera à développer et à mettre en œuvre la stratégie d'influence des politiques et pratiques en matière des Soins Essentiels dans la communauté (SEC). A ce titre, il/elle aura pour responsabilités et tâches de :

Assurer la mise en œuvre ainsi que la mise à jour de la stratégie de plaidoyer et de communication d'AKF Mali devant permettre le renforcement, la mise à échelle et la pérennité de la Stratégie Soins Essentiels dans la Communauté (SEC) nationale.

Développer et appuyer, avec la collaboration du gouvernement, de la société civile, du secteur privé et autres partenaires techniques et financiers la création d'une coalition nationale de plaidoyer et la mise en œuvre d'un plan stratégique de plaidoyer pour assurer la mobilisation de ressources dédiées à la mise en œuvre de la stratégie SEC.

Identifier et produire des documents de plaidoyer et de communication à partager à différents degrés de diffusion (communautaire, national, régional et international) tant en interne d'AKF qu'à destination de ses partenaires techniques et financiers et autres parties prenantes permettant d'appuyer et accroître la visibilité des actions de AKF en support à l'adoption de ses recommandations pour la stratégie SEC.

Recueillir et compiler systématiquement des renseignements sur l'accès aux services de santé communautaires ainsi que sur les expériences d'autres parties prenantes pour informer le développement et le renforcement de la stratégie de plaidoyer pour la santé communautaire d'AKF et sa contribution aux débats sur les politiques liées au secteur.

Appuyer la diffusion régulière, selon des canaux de diffusion appropriés, de messages et d'informations clés, propres à AKF et ses domaines de communication prioritaires (Santé, Education, Environnement, Communautés etc.).

Renforcer et identifier des partenariats effectifs et inclusifs entre AKF, les Ministères de la Santé, toute autre agence, département, réseau ou organisation exerçant dans les secteurs liés la mise en œuvre de la stratégie SEC nationale et permettant l'adoption des recommandations pour son amélioration.

Contribuer au développement d'un système de revue participative et inclusive de la stratégie SEC en collaboration avec le gouvernement, la société civile, le secteur privé et autres partenaires techniques et financiers.

Faciliter la création et le renforcement d'une plateforme nationale d'ONG dans le secteur et établir des partenariats avec d'autres groupes pour le plaidoyer ;

Développer et renforcer les relations avec les décideurs et les forums d'ONG ;

Contribuer à renforcer les relations publiques et l'image d'AKF au niveau des médias en lien avec le Chargé de Communication ;

Contribuer au développement, à la documentation et à la dissémination des messages et des documents de positionnement à l'endroit des décideurs en faveur de la promotion de la stratégie nationale des SEC ;

Appuyer et contribuer à la promotion du suivi évaluation et de l'apprentissage et le partage des bonnes pratiques d'influence et de plaidoyer durant le cycle du projet ;

Représenter AKF Mali lors des consultations, meetings ou conférences liées à la santé communautaire et à la stratégie de plaidoyer d'AKF.

En plus des prérogatives sus mentionnées, le/la chargé(e) peut être appelé(e) à exécuter toute autre tâche nécessaire pour la bonne marche du Projet.

Qualifications- Expériences et Compétences:

Diplôme universitaire en santé publique, sciences sociales, sciences politiques, communication, relations publiques, relations internationales, ou dans une autre discipline apparentée.

Avoir un minimum de 5 ans d'expérience pertinente dans l'élaboration de stratégie et/ou de plan de communication et de plaidoyer au niveau national et/ou international, particulièrement dans le secteur de la santé publique ou d'autres travaux connexes et d'expérience dans un poste similaire au sein d'un organisme international de développement et disposer d'une grande capacité d'analyse, de négociation et de diffusion d'informations ;

Maîtrise des principes et concepts de plaidoyer et de communication orientés vers la diffusion des meilleures pratiques issues des projets exécutés ; conseils en matière de fournitures de services et de produits/outils de plaidoyers et de communication.

Expérience de terrain travaillant sur la santé publique au Mali et le plaidoyer est hautement souhaitable.

Capacité à organiser diverses informations d'une manière structurée et de façon créative à proposer des approches pour améliorer la conception des stratégies de plaidoyer et mise en œuvre.

Compétences supérieures de présentation, à la fois écrites et orales pour une gamme d'auditoires et d'objectifs.

Expérience de travail avec les bailleurs internationaux (comme USAID, GAC, UE...)

Bonne connaissance des enjeux actuels en matière de communication et plaidoyer pour le développement ;

Avoir une bonne connaissance des questions de développement et du contexte socio-économique et culturel du Mali, en particulier celles liées au secteur de la santé (nutrition, santé maternelle et infantile, etc.)

Solides compétences interpersonnelles, résolution de problèmes et travail d'équipe, et aptitude à conduire des formations et effectuer des missions sur le terrain.

Capacité de travailler efficacement et en collaboration avec des organisations partenaires (ONGs, agences onusiennes, bureaux et services décentralisés du gouvernement, organismes communautaires et professionnels etc.) avec un éventail de milieux techniques et des styles de travail.

Une maîtrise de l'outil informatique (logiciel Microsoft) et des outils de publication sur le web et/ou des réseaux sociaux.

Flexibilité et habilité à gérer de manière efficiente des demandes multiples dans les délais impartis.

Une excellente expression orale et écrite en français et une connaissance pratique de l'anglais est souhaitable. La maîtrise d'autres langues du Mali serait un atout.

Chargé(e) de Suivi-Evaluation et Apprentissage (CSEA)

Principales Responsabilités :

Le/la Chargé(e) du Suivi, Evaluation et Apprentissage (SE&A) veille à la mise en œuvre et à la gestion effective d'un système de suivi-évaluation adapté au Projet « Santé Communautaire » pour apporter un appui à la Stratégie Soins Essentiels Communautaire nationale (SEC).

Il/elle veille à organiser les collectes d'information et à produire à temps les rapports de suivi du projet afin de permettre aux responsables de prendre les décisions appropriées et d'apprendre des leçons pour une capitalisation des résultats. A ce titre, il/elle aura pour responsabilités de :

Mettre en place le système de S&E du projet et d'en assurer la mise en œuvre ;

Le/la Chargé(e) du SE&A sera responsable de la gestion continue du plan de S&E du projet ainsi que de la mise en place des ajustements requis au plan de S&E ;

En collaboration avec le Responsable du S&E et les employés concernés du projet, élaborer et conduire des études de SEA afin d'évaluer les résultats et les impacts du projet à court et long termes ;

Assurer la collecte systématique et régulière des données du projet sur le terrain ;

Assurer la cohérence et la qualité des données collectées ;

Renforcer les capacités des partenaires (la société civile, les services Etatiques, et ONG...) sur les méthodes et techniques de suivi-évaluation participatives ;

Analyser, rapporter et disséminer les informations collectées afin d'améliorer les résultats du projet ainsi que d'apporter des changements à la stratégie du projet là ils sont jugés nécessaires ;

Participer régulièrement aux réunions du projet et d'AKF et des partenaires du projet afin d'assurer une cohérence de la qualité des données du projet ;

Soutenir le projet dans le processus de planification annuelle ainsi que produire les documents nécessaires à ce dernier ;

Collaborer avec le Chargé de Plaidoyer, ainsi que le Coordinateur de Projet, et ce, à la demande du Coordinateur de Programme Santé et/ou le Directeur Régional dans l'élaboration d'outils de communication externe ;

En consultation avec le Coordinateur de Projet, le Responsable du SE&A d'AKF ainsi que le Directeur Régional d'AKF, produire les documents requis par le bailleur de fonds tels que stipulés dans les ententes signées entre AKF et ce dernier.

Contribuer à la documentation, à l'apprentissage et l'amélioration par rapports aux leçons apprises pour une meilleure capitalisation des résultats du projet ;

Faciliter et superviser les évaluations externes du projet ;

En plus des prérogatives sus mentionnées, le/la Chargé(e) peut être appelé(e) à exécuter toute autre tâche nécessaire pour la bonne marche du Projet et l'unité SE, et ce, en collaboration avec les autres partenaires.

Qualifications et Expériences :

Diplôme Supérieur (au moins Bac+ 4) en Statistique, Démographie, Suivi-Evaluation des projets, en Santé publique, Economie Rurale, Agroéconomie) ou tout autre domaine connexe

Avoir entre 3-5 ans d'expérience dont 2 ans dans un poste similaire au sein d'un organisme international de développement et disposer d'une grande capacité dans l'analyse et la gestion des données quantitatives et qualitatives ainsi que le suivi-évaluation des projets et programmes, en particulier dans le secteur de la santé publique et de ses services ;

Avoir une expérience avérée avec le développement des méthodes de collecte de données et des outils (formulaire, formats,

questionnaires) ainsi que des systèmes pour l'entrée, l'analyse et le stockage de données quantitatives (par exemple, MS Access, SPSS, Epi Data, Stata, ainsi que les ICT4D - ODK, Data Winners ou autres) ;

Une bonne connaissance des systèmes et logiciels de suivi de performances des services de santé serait un atout.

Avoir une bonne connaissance du Système National d'Information Sanitaire et du Système de Santé du Mali (SNIS) ;

Avoir une connaissance approfondie de la gestion axée sur les résultats (GAR), y compris la façon de concevoir et d'analyser des modèles logiques et comment développer des indicateurs SMART ;

Disposer d'une capacité de travail en équipe, de communication et de rédaction dans un contexte international, et être apte à conduire des formations et à effectuer des missions régulières sur le terrain. Une excellente expression orale et écrite en français et une bonne connaissance de l'anglais.

Analyste Financier :

Principales Responsabilités :

L'analyste Financier aura pour mission générale de veiller au fonctionnement de l'administration et des finances du sous-bureau d'AKF à Bamako, de participer à l'élaboration des budgets des nouvelles propositions et de leur révision, du rapportage financier des finances, du suivi des partenaires d'exécution. A ce titre, il ou elle aura pour responsabilités et tâches spécifiques :

Gestion Financière et budgétaire :

Assurer spécifiquement le suivi et le contrôle budgétaire du projet de « Santé communautaire » ainsi que son rapportage financier ;

Contribuer à l'élaboration des propositions budgétaires pour des financements futurs ;

Assurer les révisions budgétaires en cohérence avec les exigences des bailleurs de fonds ;

Participer au processus d'élaboration du budget annuel de AKF West AFRICA ;

Produire les rapports financiers des différents projets sur une base mensuelle, trimestrielle, semestrielle ou annuelle ;

Suivre le contact avec les unités de financement pour les questions de rapportage, de suivi budgétaire, de suivi des revues de conformité et de toutes questions financières ;

Aider à la demande d'approbation de requêtes de paiement à soumettre au Siège ;

Appuyer les équipes programmes et subvention dans l'élaboration des budgets pour les différents programmes et projets ;

Assurer le suivi de l'exécution budgétaire des programmes et projets d'AKF ainsi que leur suivi financier (Analyse périodique des dépenses, écarts d'exécution) ;

Assurer la gestion des finances des partenaires incluant la vérification de leurs rapports financiers et la validité des pièces justificatives ;

Faire la formation des partenaires sur les politiques et procédures de AKF et de celles des bailleurs de fonds ;

Contribuer à l'élaboration des accords de financements des partenaires nationaux pour la mise en œuvre des activités des projets ;

Appuyer dans la préparation de l'audit annuel et des audits spécifiques pour des financements en particulier ;

Avoir les échéanciers de paiement des partenaires locaux et de soumissions de rapports ;

Gestion administrative et financière des partenaires ;

Préparer les contrats pour les prestataires de service du sous-bureau ;

Documenter le dossier du financement (MOU, exigences, budget approuvé, rapport) ;

Documenter les rapports financiers des autres financements ;

Classer et conserver les copies des rapports financiers physiques et électroniques ;

Veiller à la tenue et à la mise à jour du fichier des immobilisations du financement CHW ;

Effectuer toutes autres tâches confiées par les supérieurs hiérarchiques

Qualifications et Expériences :

Minimum Bac+4 en Comptabilité, Finance ou Gestion d'Entreprise

Avoir au moins 5 ans d'expérience professionnelle, dans un poste similaire. Une expérience dans le travail avec les agences internationales de développement serait fortement appréciée

Bonne connaissance de la gestion budgétaire et des conventions de financement ;

Bonne connaissance des procédures et règles d'audit ;

Maîtrise d'un logiciel comptable de référence ;

Excellentes qualités dans les relations interpersonnelles, en matière de communication et dans la construction des relations ;

Excellentes connaissances informatiques (Word, Excel, Outlook, Power point, Internet...)

La connaissance des règles et procédures financières de l'USAID.

Parfaite maîtrise du français et de l'anglais à l'écrit comme à l'oral.

Merci d'adresser votre candidature (CV/LM/copies certifiées des Diplômes pertinents/03 références professionnelles) en indiquant le titre du poste sur l'enveloppe, aux adresses ci-après :

Bureau AKDN - Bamako, Immeuble Niangado, 5^e étage, boulevard du 22 octobre 1946, Sis quartier du fleuve, face au CICB, Bamako, BPE 2998, Tél : (223) 20 22 06 95 / 20 22 08 63 ;

Bureau AKDN - Mopti, Quartier Bougoufoué, Face au stade Barema Bocoum, Rue 300, Porte 131, Mopti, Tél : (+223) 21 43 14 06 / 21 43 14 07, B.P 39 - Mopti.

Par e-mail : hr.mali@akdn.org en indiquant le titre du poste à l'objet.

NB : les candidatures ne mentionnant pas les références du poste sur l'enveloppe ou à l'objet et ne seront pas considérées.

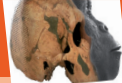
Les dossiers sont à déposer au plus tard le 13/05/2016 à 16 heures 00 mn.

Les candidatures féminines sont vivement encouragées et les dossiers de candidatures reçus ne seront pas retournés. Seul(e)s les candidat(s) retenu(s) seront contacté(s).

Vos offres d'emploi au quotidien
sur



www.jobs-campus.com



Les offres d'emploi sur

www.jobs-campus.com



Avis de recrutement

Poste: Coordinateur Programme Santé – MADAGASCAR

Type d'emploi: stage

Pays: Afrique, Madagascar

Adresse: Coordination sud

Date limite de dépôt des dossiers: 12/06/2016

Description :

A Madagascar, DSF développe depuis 2009 – avec le Ministère de la Santé Publique Malgache – un programme d'appui, de formation et de renforcement de compétence des professionnels de santé malgaches en ce qui concerne la prise en charge de la douleur, les soins palliatifs et les symptômes de fin de vie.

Un premier projet cofinancé par l'AFD s'est focalisé sur l'Hôpital Joseph Ravoahangy Andrianavalona (HJRA) et avec la Faculté de médecine de Tana autour d'un Diplôme Universitaire Évaluation et traitement de la douleur.

A ce jour, la prise en charge de la douleur existe et est reconnue. Elle est très ancrée dans le service oncologie de l'HJRA, des outils et des mécanismes ont été initiés.

La suite du programme d'appui et de formation à la prise en charge de la douleur, de la souffrance et des symptômes de fin de vie des patients usagers consiste à consolider et renforcer les acquis de telle façon que la prise en charge de la douleur ne soit pas contraignante, qu'elle tienne compte de l'aspect psychosociale et qu'elle soit transversale au sein de l'HJRA. La perspective est d'étendre ces activités à d'autres hôpitaux de Tana et dans les régions.

Ainsi, la deuxième phase du projet (2015-2017) développera les axes principaux suivants :

- Structuration d'un centre anti-douleur rattaché à l'HJRA pour la prise en charge et le suivi à domicile des patients douloureux. Elle inclut l'approche psycho-sociale et l'appui aux Comités de Lutte contre la Douleur (CLUD).

- Renforcement des compétences des professionnels, en particulier sur la prise en charge pédiatrique dans l'ensemble des services de l'HJRA et de l'hôpital mère-enfant Tsaralalàna.
- Mise en place d'un dispositif de formation initiale avec la Faculté de Médecine d'Antananarivo.

- Appui des médecins ayant obtenu le Diplôme Universitaire « Évaluation et traitement de la douleur » de deux régions (Tamatave et Mahajanga) afin que la prise en charge de la douleur et de la souffrance soit initiée. Ceci inclut un travail pour que l'approvisionnement en morphine dans les deux CHU de ces régions soit effectif.

Descriptif du Poste:

Sous la responsabilité de la Directrice nationale, le Coordinateur Programme Santé est garant de la mise en place et du suivi des activités santé. Il/elle travaille en étroite collaboration avec l'équipe médicale et para-médicale sur place, le Directeur Programme et le Référent médical de la mission.

Il/Elle apporte un soutien à la gestion des missions dans leur ensemble. Il/elle est responsable de la mise en place et du fonctionnement du Centre National de Lutte contre la Douleur (CNLD)

Principaux objectifs du poste :

Dans toutes les activités de soins et de formation, le Coordinateur Programme Santé s'attache à travailler aux côtés des soignants Malgaches avec pour objectif de les rendre autonomes dans la prise en charge de la douleur et des soins palliatifs. De plus, ses actions doivent tenir compte des particularités culturelles, économiques et sociologiques propres à Madagascar.

Activités cliniques et appui technique : Centre National de Lutte contre la Douleur, HJRA, HUMET

- Apporter du soutien technique et du suivi clinique directement au lit du malade par le biais du compagnonnage centrés sur la douleur et les soins palliatifs auprès des soignants (HJRA, HUMET) et de l'équipe de soins à domicile du Centre National de Lutte contre la Douleur.
- Accompagner les médecins dans le diagnostic de la douleur et des soins palliatifs, la symptomatologie, les diagnostics différentiels et la pharmacologie.

- Apporter un soutien aux médecins sur les prescriptions médicamenteuses et non médicamenteuses du soulagement de la douleur et des traitements de confort en lien avec les soins palliatifs et sur l'éducation de la famille du patient.

- Transmettre des outils et des méthodes nécessaires à une prise en charge de la douleur et des soins palliatifs.

- Assurer des formations tenant compte des besoins et attentes des soignants sur le terrain.

- Rédiger des protocoles de soins adaptés au contexte

- Participer auprès des soignants dans la prise en charge de la souffrance psychologique des patients et de leur famille avec une initiation à la relation d'aide.

- Soutenir les professionnels de santé dans l'apprentissage des gestes techniques en respectant les règles d'hygiène et d'asepsie.

Formation-Enseignements

- Participer à l'enseignement dans le cadre des formations continues des professionnels de santé sur la douleur et les soins palliatifs au niveau régional et national, au niveau des lieux d'intervention de DSF, et y compris au sein du CNLD (Centre nationale de lutte contre la douleur).

- Participer au développement des dispositifs de formation (continue et initiale), à l'élaboration des contenus des formations avec la méthodologie d'alternance théorie, pratique, évaluation, etc...tenant compte des besoins et attentes des professionnels

- Participer à l'enseignement dans le cadre de la formation initiale notamment universitaire ;

Accompagnement technique du projet, en lien avec la Directrice Nationale

- Appuyer à tous les niveaux la définition de stratégie de santé en ce qui concerne la prise en charge de la douleur, de la souffrance et des symptômes de fin de vie,

- Coordonner les missions d'appui techniques/formation et garantir la cohérence et l'adéquation des dispositifs de formation avec les objectifs visés

- Appuyer les actions de la Société Malgache d'Évaluation et de traitement de la douleur

- Accompagner la conception, surveiller la réalisation des outils de formation, de sensibilisation et de capitalisation

- Participer aux actions de plaidoyer et à l'élaboration des messages de santé à visée nationale sur le volet technique des thématiques de santé

- Son expertise et son investissement peuvent être sollicités dans le cadre des autres projets en cours et à venir dans le pays.

- Les missions du Coordinateur Programme Santé sont étroitement liées au projet. De ce fait, celui-ci doit tenir compte des recommandations de la Directrice Nationale et du Directeur Programme dans la mise en pratique et le suivi des actions.

- Reporting : réunions mensuelles, rapports d'activités périodiques et de fin de mission

Ville Antananarivo – Madagascar; Des déplacements en province sont à prévoir.

Expérience

Profil généraliste de gestionnaire de projet dans le domaine de la santé. Expérience terrain

demandée. Bonne connaissance de l'aide humanitaire et/ou développement

Et/ou Médecin avec formation et/ou expérience dans le domaine de la gestion de projet.

Expérience en douleur et/ou des soins palliatifs adultes et enfants (DESC, Capacité, DIU,

DU) un grand plus.

Expériences en formation.

Informatique : Windows (Word, Excel, power point); Internet et courrier électronique (Outlook)

Langues parlées

Français, connaissance de l'anglais serait un plus

Les échanges avec les équipes soignantes locales se font majoritairement en français.

Qualité du candidat

Intérêt à travailler auprès de patients atteints de pathologies chroniques notamment ceux cancéreux et ceux en situation de souffrance.

Réel intérêt et motivation pour l'associatif et le développement ;

Esprit d'analyse, d'adaptation, de travail en équipe, autonomie, rigueur, réactivité ; bon relationnel ;

Capacités d'organisation, de gestion et de coordination de projet de solidarité internationale.

Compétences rédactionnelles

Fonctions Animation, Formation, Coordination, Gestion de projet, Technicien spécialiste

Activités Animation, Formation, Education, Santé

Localisation(s) géographique(s) Afrique, Madagascar

Contrat Volontariat / service civique

Durée du contrat

1 an, dès que possible.

Salaire / Indemnité

VSI – Indemnité + Per Diem

Sont pris en charge par l'ONG : le logement, billet d'avion, assurances.

Documents à envoyer

CV et lettre de motivation par email à : recrutement@douleurs.org;

Merci de mentionner en objet: « Coordo Santé Mada »

Email de la personne contact recrutement@douleurs.org

Date de fin de validité 12/06/2016.



Avis de recrutement



Poste: Un (E) Comptable
Type d'emploi: CDD
Pays: Mali
Adresse: ANPE-MALI
Date limite de dépôt des dossiers:
19/05/20165

Description :

1- Mandat :

Le Comptable homme ou femme, devra être un agent de niveau minimum de formation (BAC+2) ou équivalent, réunissant les qualités essentielles requises pour veiller à la bonne tenue de la comptabilité (collecte, saisie et classement) du Projet afin de contribuer à l'atteinte de ses objectifs. Il est directement rattaché au Spécialiste Administratif et Financier du projet et entretien des liens fonctionnels avec les autres membres de l'UGP. A cet effet, le Comptable devra assurer les principales et financières ; b) préparer les états des salaires du personnel de l'UGP ; c) gérer les moyens généraux ; d) gérer les immobilisations ; e) assurer la gestion comptable des opérations de trésorerie et d'engagement ; f) analyser et justifier les comptes (état de rapprochement bancaire, etc.) g) appuyer le SGAF dans la préparation des Demandes de remboursement de Fonds (DRF) et des Rapports de Suivi Financier (RSF) et h) Appuyer le SGAF dans la préparation des états financiers annuels.

2- Compétences requises et qualifications :

Formation de base : Diplôme d'Etudes Supérieures en Finances-comptabilité niveau minimum BAC + 2, ou tout autre diplôme équivalent, avec de bonnes connaissances en comptabilité générale et comptabilité matières des projets.

Expérience Professionnelle : Cinq (5) années d'expérience minimum à un poste analogue dont trois (3) dans un projet financé par un/des partenaires techniques et financiers (ières)(PTF). L'expérience d'un projet financé par la Banque mondiale sera un atout.

Connaissances en informatique : le candidat ou la candidate devra avoir l'expérience de l'utilisation de l'ordinateur (Word et Excel) et une bonne connaissance d'un logiciel de gestion comptable et financière de projet. La connaissance du logiciel TOMPRO sera un atout pour le candidat ou la candidate.

Durée du contrat :

Le contrat de Comptable sera d'un (1) an renouvelable par reconduction sous réserve de l'évaluation annuelle satisfaisante des performances de chaque spécialiste et ce jusqu'à la fin du projet, après une période probatoire de six (6) mois au cours au cours de la première année.

How to apply :

Dossier de candidature doit comporter :

Une lettre de motivation adressée au Coordinateur du projet ;
Un CV détaillé et actualisé ;
Une copie certifiée des diplômes de formation supérieure ;
Attestation (s) de formation aux logiciels de gestion comptable et financière.
Les dossiers de candidature sont reçus sous plis fermé comportant le titre du poste tous les jours ouvrables de 08 h à 16 h au siège du Projet d'Elimination et de Prévention des Pesticides obsolètes (PEPPO-Mali) sis à Hamdallaye ACI 2000 Rue : 382, Porte : 86, BPE : 4225 Bamako/Mali, Tél : (223) 20 22 16 79. Date limite de remise des dossiers : le 19 mai 2016 à 16 h.

Les personnes intéressées pourront s'adresser au Secrétariat du Projet pour les termes de référence du Comptable.

SOURCE : ESSOR N°18169 DU MERCREDI 04 MAI 2016.

Adresses utiles

Ouagadougou

Pompiers: 18/ 25 30 69 48/ 30 69 47
Hôpital ambulance: 25 30 66 44 /45
ONEA: 22 22 76/77 25 34 34 60 - 80 00 11 11
SONABEL: 25 30 61 00
Aéroport: 25 30 65 15
Police secours: 25 30 71 00
Gendarmerie: 25 31 33 40

Bobo-Dioulasso

Pompiers: 18
Hôpital ambulance: 20 97 00 45/ 20 97 00 44
ONEA: 20 97 65 65/ 20 97 00 09/10 - 80 00 11 11
SONABEL: 20 97 00 60 / 98 22 30
Aéroport: 20 97 00 70
Burkina secours: 20 97 01 43
Police secours: 17

Sciences-Campus Info

Magazine Scientifique & Universitaire

Fondé le 26 août 2013.

02 BP 5805 Ouaga 02
Burkina Faso

Tél: + 226 76609721

E-mail: redaction@sc-mail.info

Site web:

www.sciences-campus.info

Publications semestrielles et quotidiennes

Autorisations

n°5509P/2013/ CAO/TG.I.O/P.F.

n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/P.F

Administration

OTC

Fondation Sciences-Campus

Directeur de publication

GOW Siaka

Rédaction et reportage

Equipe Sciences-Campus Info

- Eliane Bayala

- Aris KUSIELE SOMDA

- Bernadette Dembélé

- Valentin Mano

- Rélwendé Hervé Roamba

Correspondants des provinces du

Burkina

- Karim Ouattara

- Francois blanc

- Boureima Sogoba

- Augustin Irvaya Ouedraogo

- Tigiane Antoine Ki

- Blaise Sama

- Jean Paul Yekpaye

- Gerégoire Zongo

- Mamadou Goh

- Désiré Guigma

- Jérôme Bissyendé

- Yves Sanou

- Frédéric Poda

- Valentin Ouedraogo

- Blaise Sama

- Diloma Jacques

- Moumouni Guio

- Nicole Ouedraogo

- Amédée Silga

- Karim Koala

Correspondants pays

Montage

Eliane BAYALA

Oeil du professionnel

Distribution

Téléchargeable: sur www.sciences-campus.info

www.sciences-campus.info

Abonnement, insertion, couverture

médiatique

+226 76609721

+226 72080505

+22672080303

E-mail: redaction@sc-mail.info

Représentation Bobo Dioulasso

Tél: +226 20954746

+226 72070909



Des questions de la recherche

Des questions des Universités

Des questions des Ecoles

Des questions d'Actualité

Des questions d'emplois

*Les réponses dans Sciences-Campus Info au quotidien
en version numérique à télécharger.*

*Téléchargez chaque jour le quotidien numérique
Sciences-Campus Info.*